

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delixy, Davies & Co, 1, Finch Row, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.
AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

Cote	Haute	Basse
3 0/0	80 40	10
3 0/0 amortiss. .	82 10	15
4 1/2 0/0 1883 .	108 45	10
Cons. anglais .	99 1/2	1/16
Italien .	96 55	15
Flor. autric. (or).	88 1/2	7/8
Esp. Extér. nouv.	53 1/2	1 25
Egyptien 6 0/0 .	323 75	2 50
Ch. Égyptiens .	436 25	14 10
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 10	10
Banque ottomane	496 25	10

Les nouveaux abonnés qui nous enverront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman

LE GARS PERRIER

au moment de leur souscription.

PARIS, 3 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

SÉNAT

Présidence de M. Le Royer

Le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au ministère de l'intérieur sur l'exercice 1885 un crédit supplémentaire de 70,000 francs pour secours aux réfugiés étrangers.
M. de Marcère dépose un rapport sur le projet de loi portant approbation :
1° De l'acte général de la Conférence de Berlin ;
2° D'une convention additionnelle conclue entre la France et l'Association internationale du Congo.
L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent.
M. de Gavardie combat la proposition.

AU PALAIS-BOURBON

La commission des trente-trois entend aujourd'hui M. Le Myre de Villers.
La déposition de M. l'amiral Duperré a produit la plus vive impression sur la commission, qui se ralliera probablement aux idées émises par l'amiral.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, en conseil de cabinet, au ministère de la justice, sous la présidence de M. Brisson.
Ils se sont entretenus des diverses propositions faites devant la commission relative à la régularisation des crédits pour le Tonkin et pour Madagascar.

M. Sadi-Carnot, ministre des finances, a ensuite indiqué à ses collègues les lignes générales de son projet de budget pour 1887, et les quelques économies qu'il juge réalisables sur les divers services ministériels.
M. Gomot, ministre de l'agriculture, leur a communiqué des statistiques complètes sur les prix des bêtes et des bestiaux. Il en résulte que le chiffre de l'importation en bétail et en élé est très faible. Ce n'est donc pas à l'importation, mais à l'excès de production qu'il faut attribuer le bas prix des marchés.

Les ministres se sont entendus sur l'attitude que prendra M. Gomot à la Chambre, lorsque sera discutée la prise en considération des diverses propositions relatives à une surélévation des droits agricoles.

Le ministre de l'agriculture ne s'opposera pas à la prise en considération, qui a pour effet de provoquer la nomination d'une commission. Mais il fera des réserves sur le fond de la question. Il indiquera que le gouvernement jugerait dangereux de surélever de nouveau des droits qui ont été augmentés il y a quelques mois seulement.

Serbes et Bulgares

LES CONDITIONS DE L'ARMISTICE

Pirot, 2 décembre.

Les propositions apportées par le parlement serbe comprennent : 1° l'armistice jusqu'au 15 janvier ; 2° le maintien des avant-postes sur le terrain occupé le 10/23 novembre, jour de la suspension des hostilités ; 3° le maintien du gros des troupes sur le terrain occupé le jour où les hostilités ont été suspendues ; 4° l'évacuation réciproque s'il était possible.

Ces propositions ont été repoussées énergiquement parce qu'elles ne donnaient pas aux armées bulgares la satisfaction à laquelle elles prétendent comme fruit de leurs victoires.

Les Bulgares ont alors fait les contre-propositions suivantes : 1° Evacuation complète du territoire bulgare par les Serbes ; 2° Maintien des troupes bulgares sur le terrain qu'il a été tracé par la ligne de démarcation ; 3° Immédiatement après la signature de l'armistice, nomination de délégués pour traiter les conditions de paix.

L'envoyé serbe d'it revenir ce soir ou demain matin.

LA PRESSE AUTRICHIENNE

Les articles des journaux officiels autrichiens atténuant les déclarations verbales faites par le comte Khevenhüller au quar-

LA PATRIE

Le général bulgare, produisent une grande impression.

Le gouvernement bulgare, dans le but d'être fixé sur la valeur qu'il convient d'attribuer à ces articles officiels, a adressé aujourd'hui une dépêche au représentant de l'Autriche-Hongrie à Sofia.

LES COMMISSAIRES TURCS

Constantinople, 2 décembre.

Une dépêche officielle annonce l'arrivée de Lebib effendi et de Gadban effendi à Philippopol ou ils ont reçu plusieurs pétitions émanant de toutes les communautés et demandant le rétablissement du statu quo ante.

On assure que Djavad pacha, nommé haut commissaire, partira cette nuit pour Philippopol.

PHILIPPOPOL, 3 DÉCEMBRE.

Les délégués turcs sont arrivés. Une réunion, composée des principaux habitants et de plusieurs représentants de province, tenue hier soir à la résidence de l'évêque, a adopté à l'unanimité des résolutions tendant à rejeter absolument toute proposition autre que l'union de la Bulgarie et de la Roumélie, à refuser toute négociation en vue du rétablissement du statu quo ante et à prier les délégués turcs d'ajourner leur mission et de quitter la province, attendu que les Rouméliotes ne reconnaissent que Sofia pour leur capitale. Une députation de sept membres a été nommée pour présenter ces résolutions aux consuls étrangers.

EN ESPAGNE

Madrid, 3 décembre.

MM. de Caniz et Sillembeck, envoyés extraordinaires d'Allemagne, sont allés visiter les principales villes d'Andalousie. Ils reviendront, le 8 courant, jour de l'arrivée à Madrid du prince de Hohenlohe.

Madrid, 3 décembre.

M. Martos n'accepte pas l'offre qui lui a été faite de l'ambassade de Paris.

Le duc de Montpensier et les frères de la reine sont allés à l'Escorial saluer le cercueil du roi Alphonse.

Le ministre de l'intérieur a adressé aux préfets une circulaire dans laquelle il leur recommande de permettre la réunion des associations, la propagande pacifique et légale de toutes les opinions, mais de réprimer énergiquement toutes les tentatives de désordre.

Une fabrique de dynamite a fait explosion à Segovia ; le propriétaire a été tué, une partie de la fabrique a été détruite.

INFORMATIONS

C'est très probablement lundi que sera distribué le nouveau Livre Jaune, relatif aux affaires du Tong-King.

Ce recueil contiendra toutes les dépêches échangées avec nos représentants dans l'Extrême-Orient, depuis le mois d'avril jusqu'au 15 septembre dernier.

M. de Freycinet espère, par cette communication, mettre fin aux persécution indisciplinées de la commission des 33.

C'est un fol espoir qui, étant donné l'esprit régnant dans la commission, ne se réalisera certainement pas.

Les négociations qui ont lieu en ce moment entre M. Decrais, notre ambassadeur à Rome, et les délégués du gouvernement italien pour la conclusion d'un traité de navigation, sont en bonne voie.

Il ne reste plus à résoudre que les difficultés soulevées à propos de la question du cabotage.

L'Italie, qui tout d'abord avait demandé, sur ce point, pleine et entière liberté, paraît disposée aujourd'hui à accepter une transaction.

C'est là un point très important ; car si la France avait accordé la liberté du cabotage à l'Italie, l'Angleterre, qui jouit du traitement de la nation la plus favorisée, eût profité du même avantage, au grand détriment des armateurs de nos côtes.

Une circulaire du préfet de la Seine rappelle aux inspecteurs d'Académie que la limite d'âge pour l'entrée ou le maintien dans les écoles primaires de la Ville de Paris est fixée à 14 ans.

Cette règle comporte aujourd'hui de trop nombreuses exceptions : en l'appliquant rigoureusement, on évitera des abus en même temps que l'on réalisera de sérieuses économies sur les dépenses de l'enseignement primaire.

On a beaucoup parlé, ces temps derniers, de la retraite de M. Waddington, ambassadeur de France à Londres.

Ce n'est un secret pour personne que le modérantisme de ce diplomate ne s'accorde guère avec le radicalisme de M. de Freycinet ; mais le ministre des affaires étrangères n'aime ni le bruit ni les ruptures éclatantes.

M. Waddington conservera donc provisoirement l'ambassade de Londres, et ce n'est qu'au commencement de l'année prochaine que l'on s'occupera de le remplacer.

Par qui ?

A l'heure actuelle, M. de Freycinet ne saurait le dire lui-même.

SUR COMMANDE

Comme nous le disons dans le compte rendu de la séance de la commission des Trente-trois, la dépêche du général de Courcy a causé une profonde sensation. Dans le sein de la commission on a

hautement accusé le gouvernement d'avoir commandé cette dépêche au général, dans le but d'exercer une pression sur la commission et sur l'opinion publique.

On va plus loin : quelques esprits pessimistes ne sont pas éloignés de croire que le document a été fabriqué dans les bureaux du ministère de la guerre pour atténuer l'effet de la déposition de l'amiral Duperré qu'on savait devoir être défavorable à l'occupation, l'opinion de l'ancien gouverneur de la Cochinchine étant connue.

On a également trouvé singulier que le président de la commission ait communiqué tout d'abord à un journal cette dépêche qui lui avait été remise confidentiellement.

Tous ces procédés, essentiellement républicains, nous les reconnaissons, blessent profondément le pays, n'en déplaise aux opportunistes, et l'on ne saurait trop hautement protester contre leur emploi.

Mais, répondront les républicains du pouvoir, toutes ces accusations sont fausses, et nous ne comprenons pas qu'on les lance contre nous.

— Si l'on vous accuse, répéterons-nous, c'est que l'on vous sait capables de tout. Vos antécédents sont là. Dans toute cette criminelle aventure du Tong-King, le gouvernement a toujours menti, toujours inventé. Pourquoi n'inventerait-il pas ; pourquoi ne mentirait-il pas encore, puisqu'il est de son intérêt de mentir et d'inventer ?

1848-1885

Nous citons, hier, la question mémorable que le Prince Louis Napoléon adressait au peuple français, au lendemain du 2 décembre. « Voulez-vous, disait l'héritier des traditions napoléoniennes, continuer cet état de malaise qui nous dégrade et compromet notre avenir ? » Le peuple répondit par les sept millions de voix du plébiscite. Les souvenirs qu'évoque l'anniversaire de cet événement qui, après trente-trois ans, frappe encore les républicains de stupeur et de crainte, autorisent un rapprochement naturel et instructif entre la situation de la République en 1851 et sa situation en 1885. Ce rapprochement ne tourne pas à l'avantage du régime actuel et il n'est pas fait pour entretenir les illusions complaisantes que les républicains se font quant à sa durée.

En 1851, il avait, certes, suffi de quatre années de République pour épuiser les intérêts, pour alarmer le patriotisme, pour abaisser la nation morale et diplomatiquement, en un mot, pour créer cet « état de malaise » que la sagacité du Prince-Président signalait comme dégradant et intolérable. Mais pourtant la situation respective de la nation d'une part et du parti républicain de l'autre n'était pas, à beaucoup près, aussi précaire ni aussi dangereuse que nous la voyons aujourd'hui.

La nation était plus surprise que réellement ébranlée par la crise que l'établissement du gouvernement issu des barricades de 1848 avait provoquée. Les ressources matérielles étaient intactes. Elles avaient été accumulées par trente ans de paix et de tranquillité presque ininterrompues. L'épargne se cachait, mais elle existait, et la preuve en fut qu'il suffit d'instituer un gouvernement stable et ferme pour donner aux transactions commerciales et industrielles une impulsion, une activité que l'on n'avait jamais vues et que l'on ne reverra peut-être jamais en ce siècle.

De plus, le parti républicain pouvait demander crédit à la nation. Il pouvait se présenter comme l'élément d'une expérience intéressante. Il avait, pendant les trente-quatre années de la Restauration et du gouvernement de Juillet, et avec la complicité des jeunes historiens de l'école parlementaire, notamment avec celle de M. Thiers et de M. Mignet, poussé au bout cette œuvre audacieuse de falsification historique qui a permis de présenter les hommes de la Convention et même les héros sanguinaires de 1793 comme les sauveurs méconnus et calomniés de la patrie.

Enfin, le parti républicain avait des hommes. Lamartine, Cavaignac, Bastide, Ledru-Rollin présentaient à la nation des garanties de capacité intellectuelle, militaire, diplomatique, oratoire qui pouvaient parfaitement être acceptées par elle comme une caution de prudence, de sagesse, de libéralisme et surtout de sincérité. Dans les rangs des parlementaires que la chute du trône de Juillet avait fait naître à la vie publique se cachaient, en outre, des hommes de talent qui, n'étant ni compromis ni gênés par leur passé, eussent pu se rallier au mouvement démocratique commencé le 24 février et reconstruire la République avec l'ordre et avec l'esprit de conservation.

Malgré ces circonstances favorables, malgré ces chances de solide établissement, la République de 1848 glissa rapidement dans le sang et dans l'imbécillité ; dans l'imbécillité, par la composition de ses ministères, qui rendit promptement le 2 décembre nécessaire.

En vertu de ce précédent, la destinée de la République de 1885 n'apparaît-elle pas comme fatale, comme inéluctable ?

En 1885, les ressources matérielles de la nation, déjà atteintes par les conséquences de la politique coloniale, sont presque épuisées. L'épargne n'existe plus

et les transactions commerciales et industrielles sont pres que nulles.

De plus, le parti républicain est jugé. Il a suffi qu'il exerçât le pouvoir pendant quelques années pour que la nation vit clairement ce dont il est capable. Sa légende a reçu les accrocs les plus irréparables : les historiens modernes en ont démontré la fausseté, tandis que ses politiques égoïstes et illibéraux en prouvaient l'absurdité par leurs actes.

Enfin, dernière disgrâce, ce parti n'a plus un homme, plus un talent. M. Grévy, M. Brisson, M. Floquet, qui sont ses représentants et ses soutiens, incarnent les diverses formes et non les moins lamentables de l'impuissance et de l'infériorité d'esprit. Gambetta est mort et M. Ferry n'est plus possible. Dans les rangs de la majorité parlementaire, il n'y a plus un homme raisonnable qui puisse songer à se faire l'agent d'une réconciliation de la République et de l'ordre et de la liberté.

Les raisons qui ont déterminé l'effondrement du régime de 1848 militent donc avec plus de force en faveur de l'effondrement du régime de 1885. Nous n'avons donc plus qu'à attendre l'heure et la minute des catastrophes finales. Les « mânes » jeunes, vaillants, viriles qui recueilleront l'héritage de la patrie peuvent donc se préparer. Que disons-nous ? Elles sont prêtes.

Une mention spéciale au jury de l'Isère, qui continue à se montrer un vrai prodige d'indulgence pour les criminels, dans le but sans doute d'épargner du travail à M. Grévy.

Dans ses audiences de lundi et de mardi derniers, ce jury a acquitté une domestique convaincue d'infanticide, un incendiaire qui ne nait pas avoir mis le feu à une maison et qui recommandait, d'ailleurs, onze condamnations, et un facteur de la poste qui remettait des lettres chargées où il manquait de l'argent.

LA DIGNITÉ !

— Tout était pour le mieux au Tong-King, disait l'autre jour le général Brière de l'Isle, lorsque j'y commandais ; c'est le général de Courcy qui a tout perdu.

— Tout est pour le mieux, répliqua le général de Courcy, depuis que c'est moi qui commande ; et la preuve, c'est qu'on a égaré dix mille chrétiens parce que nous sommes venus, et qu'on est tout prêt à en égarer encore autant si nous nous en allons.

Le fait est que rien n'est triste comme les dépêches et dénégations des généraux en chef de l'aventure tonkinoise, y compris la déposition que le général Milot fit autrefois devant une précédente commission.

Il est vraiment heureux qu'au milieu de tout cela, M. l'amiral Duperré ait apporté une note élevée et juste.

La commission n'a guère été habituée jusqu'à présent à un langage aussi ferme, et ce doit être avec un étonnement mêlé d'admiration qu'elle a entendu l'amiral donner en ces termes nets son avis sur l'aventure tonkinoise :

« Elle est détestable et inexcusable. » Certes, l'honneur du drapeau n'est pas moins cher à M. l'amiral Duperré qu'il peut l'être aux partisans les plus bruyants du protectorat et de l'occupation. Il était cher également au pauvre amiral Courbet, qui cependant n'a pas hésité à se prononcer nettement contre une entreprise qui est inutile dans son objet et néfaste par la conduite qui lui a été imprimée.

Nous ne voulons pas ici analyser la déposition de l'amiral Duperré. On la lira plus loin. Elle est un témoignage de sa clairvoyance, et en même temps elle fait honneur au vaillant marin dont le caractère est si justement estimé.

Mais nous parlons tout à l'heure de l'honneur du drapeau, parce que de tous côtés on en parle en effet beaucoup depuis quelques jours.

Cet honneur du drapeau, que personne assurément ne voudrait sacrifier, n'est pas en cause.

Mais ne trouve-t-on pas que la dignité du moins de l'armée française se trouve quelque peu compromise, à travers quelques-unes des dépositions recueillies par la commission ?

Pour l'amiral Duperré, il a déclaré lui-même qu'en raison de la publicité donnée aux débats, il se croyait tenu à une certaine réserve ; mais, malheureusement, tous les témoins n'ont pas en cette scrupuleuse prudence : c'est ce que nous déplorons.

Il ne faut pas, au surplus, se méprendre sur la cause même du mal que nous signalons. Une bonne part de la responsabilité en doit retourner à ce régime parlementaire, qui élargit ses attributions jusqu'à confondre les pouvoirs.

Aussi ne serait-il pas inutile d'écrire sur la porte du bureau où siègent les Trente-trois : « Messieurs les généraux, appelés à déposer, sont priés de ne pas oublier que la commission n'est pas un conseil de guerre. Ils sont, en outre, invités à surveiller leur éloquence, car toutes les paroles qui leur échapperont seront répétées, commentées, et pourront faire scandale. »

Le Pangermanisme

On sait que le gouvernement prussien prit, il y a quelque temps, une mesure tendant à l'expulsion des étrangers des provinces orientales du royaume de

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr. ; 6 mois, 27 fr. ; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro 15 centimes.
Départements : un an, 64 fr. ; 6 mois, 32 fr. ; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES 1 fr. 50 la ligne
Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

récent de la direction du personnel, a prié M. le ministre de l'intérieur de revenir sur la mesure qui a réuni entre ses mains les deux services.

M. Levailant a reconnu son incapacité. La courte expérience qu'il vient de faire lui a démontré sa nullité administrative.

En attendant que M. Isais Levailant soit envoyé dans une sinécure et remplacé par un administrateur capable, M. le ministre de l'intérieur a décidé que le service du personnel serait rattaché à son cabinet et placé sous son autorité immédiate.

On annonce le prochain retour à Paris de Mgr de Rendu, nonce apostolique, qui, comme on le sait, était allé faire un séjour de quelques semaines dans son diocèse de Bénévent.

Une des dames du palais de la reine d'Angleterre, des plus connues pour sa beauté, lady Isabelle Clayton, vient de faire une chute terrible qui met sa vie en danger. Les poney de son tilbury se sont emportés et la voiture a versé dans un talus.

Hier, dîner mensuel de Ma Mère l'Oye, au cercle Saint-Simon.

Entre les convives qui avaient répondu aux convocations de M. Quénec, l'organisateur de cette soirée artistique et littéraire, citons : MM. Bladé, membre de l'Institut, Loys Brueyre, le prince Roland Bonaparte, Henri Cordier, le docteur Hamy, A. Rhodé, Raoul Rosières.

Au dessert, audition des mélodies populaires. On a entendu des berceuses et des cantiques bretons, un vocero, des bourrées d'Auvergne, des chansons picardes et gasconnes.

Bulletin nécrologique :

Le général de brigade en retraite Suau, commandeur de la Légion d'honneur, vient de mourir à Cherbourg à l'âge de quatre-vingts ans.

Un autre général de brigade en retraite, M. Louvet, commandeur de la Légion d'honneur, ancien commandant de la subdivision de la Rochelle, a succombé à une attaque d'apoplexie sévère. Il était âgé de soixante-trois ans.

On annonce la mort de Mme la marquise de Sannes, décédée au château de Sannes, près d'Albi, dans sa cinquante-sixième année. Mme la marquise de Sannes était alliée à toute la noblesse de Provence.

M. le marquis Charles de Saint-Félix est décédé au château de Mauremont. Il était le petit-fils de l'amiral de Saint-Félix, qui s'illustra à la fin du siècle dernier par ses campagnes dans la mer des Indes.

Nous apprenons la mort de M. le baron de Lamberterie du Cros, décédé à Périgueux après une longue maladie.

On nous fait part du décès de M. de Jacquot de Rouhier, marquis d'Andelarre, officier de la Légion d'honneur, ancien député de la Haute-Saône.

Le monument élevé à Nuits, sur le champ de bataille du 18 décembre 1870, pour perpétuer la mémoire des enfants de Lyon, Bordeaux et de leurs frères d'armes tués dans cette journée, vient d'être achevé et l'inauguration en est fixée au dimanche 20 décembre prochain.

Samedi 5 décembre prochain, aura lieu à l'Hôtel Continental, sous le patronage du ministre de l'instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, le bal des trois Sociétés d'enseignement : Association polytechnique, Association philotechnique, Union française de la jeunesse. L'orchestre sera conduit par M. Desgranges.

A-t-on jamais su pourquoi, lorsqu'on se rendait dans un établissement de bains, le garçon vous enfilait dans votre cabine, comme dans une armoire ?

Avait-on peur que l'on emportât la baignoire ou que l'on dérobat les robinets ?

Mystère...

Quoi qu'il en soit, le préfet de police va mettre fin à cette séquestration aussi inutile qu'arbitraire, et, sur l'avis du conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine, il vient de publier une ordonnance en vertu de laquelle il est prescrit que « les portes des cabines de bains soient disposées de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur ».

Des dispositions spéciales fixent les délais dans lesquels les établissements, actuellement existants, devront se conformer à cette ordonnance.

LA COMMISSION DES CREDITS

La séance de la commission des Trente-trois a été très mouvementée, très intéressante.

Tout d'abord, au début de la séance, le président, M. G. Perin, a donné lecture d'une dépêche du général de Courcy, arrivée avant-hier, mais qu'on n'avait pas eu le temps de déchiffrer entièrement mardi et que le ministre de la guerre a communiqué confidentiellement à M. Perin :

» 30 novembre, 3 h. soir.

» Courcy à Guerre,

» J'ai intercepté le télégramme en clair adressé à M. Jab, rédacteur du Journal officiel du Tong-King, disant : « Majorité

commission crédits favorable évacuation Tong-King.

Cette dépêche, si elle était connue, causerait une grande fermentation au Tong-King et en Annam parmi les mandarins et les lettrés.

Tous les fonctionnaires, même fidèles, nous abandonneraient pour essayer de sauver leur tête.

De serait le signal d'une insurrection et d'un massacre général.

Il me paraît nécessaire, et comme général en chef et comme résident, de connaître les intentions du gouvernement pour rassurer les esprits ou, dans le cas contraire, prendre des mesures de prudence pour mes postes avancés, mes troupes étant toutes disposées en petites colonnes.

Je maintiens tous mes télégrammes précédents et réponds de la pacification du Delta à bref délai, à moins de nouvelles alarmantes de ce genre et de faiblesse vis-à-vis de la cour d'Annam qui doit rester sous notre tutelle.

J'attends une réponse catégorique pour démentir le sens pessimiste des télégrammes et correspondances qui affluent de Hong-Kong et de Saigon, et que je pourrai intercepter.

COURCY.

Le général Campon a répondu que le gouvernement et le ministère défendent énergiquement l'occupation et la conquête totale demandées par le général de Courcy.

Après la lecture de cette dépêche qui a produit une profonde sensation, la commission a entendu une déposition capitale : celle du vice-amiral Duperré qui a été gouverneur de la Cochinchine et qui s'est formellement prononcé contre l'expédition et l'occupation. C'est la contre-partie des opinions émises par le général Brière de l'Isle.

Le vice-amiral Duperré

Introduit devant la commission, le vice-amiral Duperré se déclare prêt à répondre aux questions qui lui seront adressées, mais il demande à être très réservé par suite de la publicité donnée aux débats de la commission.

« Je suis fonctionnaire du gouvernement, dit-il, et j'ai des devoirs hiérarchiques auxquels je ne veux pas manquer.

« Le Livre jaune distribué l'année dernière a fait connaître quelle a été, dès le début, mon opinion sur l'expédition tonkinoise. Elle est détestable et inexécutable. J'ai fait ce que j'ai pu pour l'empêcher. Un instant, j'ai eu l'air de réussir. Dès 1877, j'avais demandé au roi Decezes le retrait de nos garnisons consulaires du Tong-King, qui ont été la source de toutes les difficultés. La dénonciation des traités réclamés par moi a été refusée. J'ai vu avec douleur les événements qui se sont passés. Je crois très difficile de développer ma pensée et de dire tout ce que je pense d'une situation que j'ai toujours déplorée. Elle tient à un brusque revirement dans la politique du gouvernement, ni de l'occupation et qui, subitement, les a ordonnées.

M. Pichon. — Que pensez-vous des événements qui se passeront en Cochinchine, en cas d'évacuation du Tong-King ?

L'amiral. — Il n'y a absolument rien à craindre pour la Cochinchine, du côté de l'Annam ; mais, qu'on évacue ou non, la direction donnée au gouvernement de la Cochinchine depuis quelques années a provoqué un tel mécontentement et une telle désaffection qu'une insurrection est possible. Dans tous les cas, ce ne serait pas l'évacuation qui la provoquerait. On a manqué de parole à ces populations ; on les a pressurées, accablées d'impôts, ce seraient là les causes véritables d'une insurrection, si elle éclatait. Je crois pourtant que des mesures préventives, en cas d'évacuation, peuvent empêcher toute conséquence désastreuse en Cochinchine.

M. Casimir Perier. — Et au Tong-King ?

L'amiral. — Vous avez vu que l'occupation n'empêche ni les menaces, ni l'insurrection ; je ne vois pas ce que l'évacuation pourrait produire de plus que ce qui s'est passé dans ces derniers temps.

« La vérité est qu'il faut négocier à nouveau et que la cour d'Annam négocierait très volontiers, dans d'excellentes conditions, à la suite de la satisfaction qu'elle éprouverait de l'évacuation. Si l'on renonçait à l'occupation et au protectorat du Tong-King, la cour de Hué pourrait revenir sur le traité qui a été fait, et on obtiendrait sans difficultés le renouvellement de l'ancien traité Patenôtre, qui nous donnait la province méridionale de Bin-Thuan. Il y a là une base de négociations offrant toute espèce de sécurité. Le dernier traité avec l'Annam est le meilleur.

L'amiral Domier d'Horvay. — L'évacuation n'est-elle pas faite tout de suite ?

L'amiral. — Je ne le crois pas.

L'amiral Domier d'Horvay. — Ne faudrait-il pas ne point parler de l'évacuation jusqu'à ce qu'un nouveau traité fût possible ?

L'amiral. — Si le Parlement décide qu'il y a lieu de réviser les traités existants, il s'écoulera un temps plus ou moins considérable, pendant lequel les troupes resteront sur les bords de la mer. C'est une question très grave. Un agent diplomatique pourrait, s'il était habile, modifier, sans peine, les traités anciens, et la satisfaction serait si grande, à Pékin et à Hué, qu'un nouveau traité serait facilement consenti.

« La Chine ouvrirait le commerce du Yunnan et permettrait même peut-être le séjour des étrangers. Il faut avant tout un bon diplomate à Pékin et à Hué. La renonciation à l'occupation et au protectorat permettrait, en revanche, à la Chine d'ouvrir ses ports au commerce européen. Les chrétiens pourraient avoir la liberté et le droit de résidence. Je crois tout cela très acceptable et facile. Ce serait, selon moi, la meilleure des solutions.

« Le protectorat du Tong-King, c'est le protectorat de l'Annam et du Tong-King. C'est très difficile. Comment l'exercerez-vous ? Il faudra une quantité énorme de représentants, des fonctionnaires en masse. Le protectorat est possible dans de petites régions ; mais dans des contrées aussi étendues, il se heurte à des difficultés énormes.

« Vous manquez déjà d'administrateurs en Cochinchine. Où en trouverez-vous pour le Tong-King ? Vous n'êtes pas en état de protéger. Vous n'avez qu'une seule porte de sortie : Réviser les traités et quitter le Tong-King, en vous concentrant en Cochinchine.

« Si on n'avait pas bonversé cette admirable colonie, si on n'y avait pas jeté le désordre, on aurait là un pays qui ne coûterait rien à la métropole. Cela ferait bien l'admiration de l'Europe. La Cochinchine est un établissement militaire, un point de ravitaillement nécessaire ; ce n'est pas une colonie pouvant produire. Voilà comment il faut considérer la question.

« Mais on a prodigé l'argent en travaux publics inutiles ; c'était le contraire de ce qu'il aurait fallu.

« Pourquoi garantirions-nous la sécurité des négociants qui iront au Tong-King ? Il n'y aura pas un seul négociant français. Si la France va au Tong-King avec l'occupation, qu'arrivera-t-il ? C'est que les commerçants français qui pourront s'y établir seront simplement les fournisseurs des troupes françaises. Ils les empoisonneront avec de mauvaises absinthies et de mauvais vins. Je défie qu'on me cite un Français pouvant gagner au Tong-King, dans l'industrie, seulement, de quoi payer son passage pour revenir en France ! Vous travaillez pour les Allemands et pour les Anglais.

« Vous avez, en Cochinchine, un seul commerce d'exportation, celui du riz. Vous n'en avez pas d'autre. Et ce riz est tellement mauvais que personne n'a jamais voulu en Europe.

Il n'y a qu'un pays d'importation, c'est la Chine. Et le commerce avec elle se fait par l'intermédiaire de négociants chinois de Hong-Kong.

« C'est bien mal comprendre l'intérêt de la Cochinchine que d'ouvrir le Tong-King pour le commerce du riz.

M. Thomson. — Est-ce qu'une nation européenne, autre que la France, ne pourrait pas s'emparer du Tong-King, si on l'évacuait ?

L'amiral. — C'est possible. Mais s'il fallait occuper tout les pays, dans la crainte qu'ils soient occupés par d'autres, cela nous mènerait loin ! Ah ! si l'on était près de la Cochinchine, je comprendrais cette crainte ; mais on est à trois mille lieues !

M. Thomson. — Mais, nous sommes au Tong-King ?

L'amiral. — Oui, sans y être.

M. Thomson. — Mais la Cochinchine est unanime à demander que nous conservions le Tong-King ?

L'amiral. — Je le déplore pour elle.

L'amiral. — Mais l'opinion de la Cochinchine est certaine sur ce point ?

L'amiral. — Elle l'a été ; je ne sais pas si elle l'est encore.

M. Thomson. — Mais alors, il faudrait abandonner le Tong-King, avec la chance, par exemple, qu'il serait occupé par l'Allemagne. N'aurions-nous pas une certaine responsabilité le jour où le Tong-King serait devenu une colonie absolument florissante pour d'autres. On a dit la même chose exactement pour l'Algérie, et nous sommes cependant arrivés à un résultat merveilleux.

L'amiral. — Le Parlement seul peut résoudre cette question. Je suis incompétent. Mais, ce qui émanerait de Saigon, les demandes d'occupation ou d'annexion du Tong-King ? Elles venaient de personnes intéressées, de marchands, de spéculateurs, il ne serait pas facile de nommer ceux qui ont demandé l'annexion, et facile aussi de dire quels intérêts personnels étaient en jeu.

« Les négociants de Saigon ont tous cru qu'ils trouveraient là une extension d'affaires. Combien sont-ils ? Douze, quinze ou vingt ! Mais les Annamites et les gens subissant l'influence française n'ont jamais demandé l'annexion du Tong-King.

M. de la Porte. — Puisque le commerce, dans l'extrême-Orient, est à peu près nul, comment trouverions-nous des compensations à l'évacuation dans des avantages commerciaux qui seraient donnés par la Chine ?

L'amiral. — Mais vous auriez toujours le droit de faire du commerce, et vous auriez les charges en moins. Ce que je cherche, c'est précisément la suppression des charges. Si vous maintenez le traité actuel, quel négociant européen, quel qu'il soit, aura le droit de vous demander une indemnité en cas de dommage. Vous serez absolument responsable et de sa vie et de ses biens. C'est contre cela que je m'élève. Ayez des ports ouverts, faites du commerce, mais à vos risques et périls.

« J'ajoute que le Tong-King n'est autre chose qu'une province de l'Annam, comme la Bourgogne est une province française, et je répète qu'il est impossible d'organiser un protectorat s'étendant sur l'Annam et le Tong-King.

« Comment ! voilà qu'on organise maintenant une armée annamite ! Vous ne voyez pas où cela peut vous entraîner !

M. Granet. — Les inconvénients d'une occupation du Tong-King par une autre nation seraient-ils plus à redouter que les charges résultant pour nous de l'occupation française ?

L'amiral. — Si vous voulez vous préoccuper absolument de l'éventualité de la prise du Tong-King par une autre puissance, alors il faut aussi vous préoccuper du royaume de Siam. Si vous voulez assurer vos frontières d'un côté, il faut les assurer de l'autre. Vous voulez aussi vous emparer du royaume de Siam ? Il faudrait prendre aussi tout ce qui environne la Cochinchine !

M. Raoul Duval. — La présence de troupes tonkinoises à Hué n'offrirait-elle pas des dangers aussi grands que la présence des troupes annamites ?

L'amiral. — Absolument si. J'ai cependant une confiance très grande dans les troupes annamites, encadrées de troupes françaises. Je les ai vues se battre admirablement à l'époque où j'étais gouverneur de la Cochinchine. Je les crois très fidèles, mais ma confiance cesserait d'être grande, si les troupes tonkinoises venaient à Hué, appelées par le souverain légitime.

M. Viette. — Ne serait-il pas beaucoup plus difficile à une autre nation que la France, de s'emparer du royaume de Siam, qui n'a jamais été occupé, que de s'emparer du Tong-King, occupé antérieurement par la France ?

L'amiral. — Je ne crois pas du tout que le Tong-King soit détaché de l'Annam, comme vous le pensez. On l'a dit, mais c'est là une erreur complète. C'est comme si l'on disait que la Provence est détachée de la France. Il y a des chrétiens nombreux, c'est vrai, qui ont essayé de seconder le joug, mais il existe un esprit public annamite au Tong-King.

M. Viette. — Je ne le crois pas. Mais nous avons créé un précédent en prenant le Tong-King, et il serait facilement repris par d'autres.

L'amiral. — Je ne pense pas du tout que le Tong-King soit prêt à se jeter dans les bras du premier venu. On peut arriver à ce que la cour de Hué administre le pays dans de bonnes conditions. Le danger d'une occupation étrangère serait ainsi évité.

M. Delafosse. — On dit que l'évacuation ruinerait notre prestige et l'influence française ?

L'amiral. — Je demande à ne pas répondre à cette question.

M. Pelletan. — On dit que la Cochinchine se soulèverait immédiatement, et qu'il faudrait énormément de monde pour la contenir. Combien estimez-vous qu'il faudrait y envoyer de troupes ?

L'amiral. — Je préfère encore ne pas répondre. Je serais obligé de faire le procès de l'administration actuelle de la Cochinchine. Je ne le veux pas. Je crois cependant que les troupes actuelles suffiraient pour

réprimer une insurrection. Je ne dissimule pas que la situation est aujourd'hui compliquée par les événements du Cambodge. Nous nous sommes créés des ennemis irréconciliables. Rendez à la Cochinchine les troupes que vous lui avez prises pour les envoyer au Tong-King, et mêlez-vous du côté du Cambodge.

M. Lockroy. — Je demande à insister sur une question importante qui vous a déjà été posée : vous pensez qu'il faut évacuer, mais vous croyez qu'une évacuation immédiate est impossible ?

L'amiral. — Oui, je le crois, il faut négocier au préalable, il faut que nous n'ayons pas l'apparence de faire une retraite précipitée à laquelle personne ne songe.

« L'amiral Duperré demande à revenir sur ce qu'il a déclaré au début de sa déposition :

« Je crois, dit-il, qu'il est possible de négocier dans des conditions excellentes. C'est une conviction profonde, et je la crois tellement dans l'intérêt de mon pays, je pense que l'occupation est tellement dangereuse que mon avis est qu'il faut sortir de là. Il faut en sortir honorablement, mais sortons-en !

« Il n'y a là point pour personne, ni pour le pays, ni pour le commerce, ni pour qui ce soit : que la France déclare d'une façon définitive qu'elle renonce à aller au Tong-King.

« Il est évident qu'il faut des négociateurs habiles. Il ne faut pas faire deux ou trois traités qui se succèdent : il faut savoir ce qu'on veut et le poursuivre résolument.

M. Casimir Perier. — Quel intérêt y a-t-il à reprendre la province de Bin-Thuan, dont vous parlez tout à l'heure ?

L'amiral. — D'abord, je ne vois pas pourquoi on l'a rendue, puisqu'elle nous avait été garantie par traité ; ensuite, ce serait une garantie de sécurité très grande.

M. Delafosse. — Que pensez-vous des prévisions au sujet de l'impôt dans l'Annam et au Tong-King ?

L'amiral. — Dans ce système du protectorat, le protecteur n'établit pas l'assiette de l'impôt : c'est le protégé. Pensez-vous que vous ferez de l'Annam un pays d'ordre financier, ayant une théorie et une pratique rigoureuses dans la perception d'impôts ? Je ne le crois pas. Alors, faites l'annexion ?

« Vous avez affaire à un pays pauvre ; on parle des douanes ; en réalité, elles ne produisent rien. La douane de Haiphong a donné, au début, 800,000 fr. Elle est tombée ensuite à 400,000, puis à 200,000. Vous n'avez aucune garantie financière au Tong-King, à moins de vous substituer complètement aux protégés. En réalité, les partisans du protectorat sont des annexionnistes.

« Voulez-vous annexer ?

« La commission d'enquête a ensuite entendu le docteur Rochard, inspecteur général du service sanitaire de la marine, le docteur Martin-Dupont, médecin de première classe de la marine, et le docteur Genly, médecin-major de l'armée, blessé à Bac-Lé, qui ont déclaré que le Tong-King était moins malsain que la Cochinchine.

L'incident de la dépêche de Courcy

A la fin de la séance, un incident assez vif a été soulevé par M. Pelletan, au sujet de la dépêche du général de Courcy qu'on a lue plus haut.

M. Pelletan. — Je me demande comment il se fait que le gouvernement ait livré cette dépêche à la publicité, et je proteste énergiquement contre l'intervention d'un chef militaire dans les débats du Parlement. Ce sont là des mœurs déplorables qui constituent une véritable menace pour la liberté, si elle était admise et tolérée !

M. Casimir Perier. — Je ferai observer que le général de Courcy ne blâme pas, au nom du corps expéditionnaire, la nomination de la commission par les bureaux de la Chambre. Il se borne à constater l'état d'esprit des populations indigènes, en présence de la signification donnée au résultat du vote des bureaux.

M. Pichon. — Pardon, permettez-moi de vous relire le texte de cette dépêche. (Il la lit et reprend) : Vous voyez qu'il est de la plus claire évidence que le général de Courcy ne constate nullement l'état d'esprit des indigènes en présence de la nomination de la commission ; car il ne le peut en aucune façon, puisqu'il dit, au contraire, qu'il a intercepté le télégramme en apportant la nouvelle. Mais ce qui ressort non moins clairement de cette dépêche, c'est que le commandant de l'expédition critique d'avance la décision que pourrait prendre la Chambre, et qu'il tente d'exercer une pression sur elle, en invoquant des difficultés hypothétiques qui pourraient survenir en Annam.

« Afin que la lumière soit faite sur cet incident, je demande que le ministre de la guerre soit invité à communiquer à la commission toutes les dépêches échangées entre lui et le commandant militaire du Tong-King, depuis la nomination de la commission.

M. Rochefort. — Je ne puis dissimuler que, dans ma pensée, cette dépêche du général de Courcy a été rédigée sur la commande du gouvernement.

M. Pelletan. — Le général de Courcy est parfaitement capable de l'avoir rédigée sans commande. Ces procédés sont dans ses habitudes ; toute sa correspondance militaire que nous avons examinée le démontre. Je renouvelle mes très énergiques protestations contre de pareils faits.

M. Balnu. — A moi sens, la dépêche ne contient pas de blâme pour la Chambre. Si cela était, je serais le premier à le réprocher.

M. Georges Perin. — Je dois dire que si cette dépêche, que n'avait communiquée confidentiellement le ministre de la guerre, a été livrée à la presse, c'est pour rétablir les inexactitudes publiées à cet effet par certains journaux.

Bref, M. Casimir Perier finit par se rallier à la proposition de M. Pichon, qui est adoptée à l'unanimité. Le ministre de la guerre sera donc prié de communiquer la correspondance échangée entre lui et le commandant militaire du Tong-King, depuis la nomination de la commission.

Les témoins d'aujourd'hui

Aujourd'hui doivent être entendus : MM. Le Myre de Villers, ancien gouverneur de la Cochinchine ; Thomson, gouverneur actuel de cette colonie ; et le capitaine de frégate Hauteville, qui accompagna le lieutenant de vaisseau Garnier dans son expédition au Tong-King.

On a renoncé à convoquer le général Millot, ancien commandant du corps expéditionnaire, parce qu'il a déjà été entendu par une commission précédente. Il était partisan de l'occupation.

Au surplus, la commission a décidé qu'à près les trois témoins, elle va entendre

d'hui, elle n'en entendrait plus d'autres, à moins qu'au cours de ses délibérations ne s'imposât la nécessité d'un supplément d'information.

L'affaire Herbingier

M. Lockroy, président de la sous-commission militaire, a obtenu à grand-peine communication du dossier de l'enquête sur l'affaire de Lang-Son.

Le ministre de la guerre a fait observer à M. Lockroy que la divulgation de ce dossier aurait les plus graves conséquences, déplorant déjà les déclarations du général Brière de l'Isle. Le général Campon n'a donc remis cette enquête qu'à la condition que M. Lockroy en prendrait seule connaissance, et, sous sa responsabilité personnelle, fera part à ses collègues de l'impression qu'il en aura dégagée. M. Lockroy rédigera alors un rapport, sur lequel la commission décidera s'il y a lieu de considérer comme terminée ou non l'affaire du lieutenant-colonel Herbingier.

Quant au colonel, il sera convoqué devant la commission, si celle-ci n'a pas encore terminé ses travaux, lors de son arrivée en France.

Le Journal officiel

Mouvement judiciaire

LES JUGES

Sont nommés : A Châteauneuf, M. Hatiez, juge suppléant à Saint-Amand, en remplacement de M. Richon, admis à faire valoir ses droits à la retraite et nommé juge honoraire.

A Dreux, M. Grandjean, avocat, réplacé par le ministère de la justice, en remplacement de M. Budeau, décédé.

A Gaillac, M. Gay, juge à Pamiers, en remplacement de M. Roudanès, qui conserve, sur sa demande, ses fonctions de juge à Moissac.

A Pamiers, M. Bonnans, juge nommé au siège de Moissac.

A Marmande, M. Abel, avocat, en remplacement de M. Latereau, démissionnaire.

A Romorantin, M. Razouev, juge suppléant, à Blois, en remplacement de M. Bessard, démissionnaire.

LES JUGES SUPPLÉANTS

Sont nommés : A Havre, M. Portet, juge suppléant à Clermont, en remplacement de M. Regnaud, dont la démission a été acceptée.

A Rouen, M. Privé, avocat, en remplacement de M. Ricard, démissionnaire.

A Toulouse, M. Rives, juge suppléant à Muret, en remplacement de M. Garrigues, décédé.

A Muret, M. Bermond, avocat.

A Agen, M. Séverin, avocat.

A Castres, M. Cambon, avocat.

A Montauban, M. Rabaud, avocat.

A Tours, M. Roussel, avocat.

A Rennes, M. Merdrignac, avocat.

A Poix, M. Thévenin, avocat.

A Lisieux, M. Benoit, avocat.

A Saint-Julien, M. Chauteaux, avocat.

LES DÉMISSIONS

Sont acceptées les démissions de MM. : Canédo d'Ornano, juge suppléant à Ajaccio.

Bertrand, juge suppléant à Corbeil.

Mayeux, juge suppléant à Villeneuve-sur-Lot.

M. Ballard, juge suppléant à Ruffec, cessera ses fonctions à partir de la notification du présent décret.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Prisonniers des Anglais

Rangoon, 2 décembre.

Le roi de Birmanie et la reine-mère avec soixante-dix fonctionnaires birmans ont été envoyés prisonniers à Thayemyo.

Le général Prendergast, dans une dépêche officielle datée de Thayemyo 2 décembre, donne des détails sur son arrivée à Mandalay. Il y eut une entrevue avec le roi et la reine au palais ; il les escorta ensuite à leurs voitures et ensuite à bord.

Cinq régiments et une brigade d'artillerie occupent la ville. Les Italiens Comoto et Molinari seront délivrés.

Les Elections anglaises

Londres, 3 décembre.

Résultats connus à trois heures du matin : Sont élus : 234 libéraux, 195 conservateurs, 46 parlistes.

Lord John Manners, ministre des postes, a été élu à Melton (Leicestershire).

Troubles électoraux

Londres, 2 décembre.

De sérieux troubles électoraux ont eu lieu aujourd'hui à Carlisle, à l'occasion de l'élection pour la circonscription nord du comté de Louth.

Une foule armée de gendarmes, ayant des pistolets à sa tête, s'empara de la ville au nom de M. Nolan, candidat nationaliste.

Les électeurs de M. Calan, son concurrent, s'étant réunis, la foule les maltraita et les força à quitter la ville sans voter.

M. Callan lui-même arriva ensuite avec 300 de ses partisans, ils ne purent voter. Il y eut plusieurs blessés.

Révolution au Pérou

New-York, 2 décembre.

Une dépêche de Panama annonce, d'après les nouvelles reçues de Lima, que le général Iglesias s'est rendu à deux heures de l'après-midi. Le général Eusebio Sanchez est nommé président provisoire.

Une autre dépêche de Lima, datée de trois heures après midi, annonce que les choses sont en voie d'arrangement. Une commission a été nommée pour préparer la convocation des collèges électoraux en vue d'écrire un nouveau congrès.

Une amnistie générale a été proclamée.

Lima, 2 décembre.

Le général Caeceres est arrivé devant Lima par un mouvement de flanc.

Depuis le 25 novembre jusqu'à hier, une série de combats ont été livrés hors de la ville.

Quelques insurgés ayant réussi aujourd'hui à y pénétrer, on s'est battu dans les rues pendant plusieurs heures.

Un armistice est conclu actuellement.

Faits divers

Le nouveau chef de la sûreté. — Le successeur de M. Kuehn est M. Taylor, commissaire de police du quartier de la Chaussée-d'Antin.

La nomination a été signée hier, à cinq heures du soir.

M. Taylor est né le 25 avril 1839 ; il est âgé de quarante-six ans. Il est entré dans l'administration le 5 avril 1867, et a été nommé commissaire de police à Courbe-

voie en 1873. Trois ans après, il obtenait le commissariat de la Chaussée-d'Antin.

On se souvient avec quelle habileté et quelle intelligence il conduisit l'enquête de l'affaire Marchandon. C'est sur ses indications qu'on put découvrir, dès le lendemain du crime, le fripier qui avait vendu un habit à l'assassin de Mme Cornet et qu'on parvint à retrouver le domicile de ce dernier à Compiègne.

Le quartier de la Chaussée-d'Antin regrettait beaucoup l'homme distingué, toujours plein de tact et d'obligeance dans l'exercice parfois fort délicat de ses fonctions.

Incendie avenue Kléber. — Un incendie s'est déclaré, hier soir, au numéro 59 de l'avenue Kléber, dans l'appartement occupé, au troisième étage, par Mme veuve Massard, rentière.

Les pompiers du poste de la rue des Révoirs sont parvenus, après une heure de travail, à se rendre maîtres de cet incendie ; mais les dégâts sont considérables. Mme veuve Massard, qui n'était pas assurée, a perdu, en valeur et en bijoux, cent vingt mille francs environ.

Un omnibus sans cocher ni conducteur. — Avant-hier, vers quatre heures, un omnibus de la ligne Ménilmontant-Gare Montparnasse, descendant à fond de train la rue Ménilmontant. Volontiers et gens se rangèrent sur son passage, car cet omnibus n'avait pas plus de cocher que de conducteur ; plusieurs personnes, cependant, occupaient l'intérieur de la voiture.

Quel était-il passé ?

Simplement ce fait. Les chevaux non surveillés ou surveillés d'une façon insuffisante, étaient partis tout à coup sans que nul fût là pour les arrêter.

Les cris poussés par les voyageurs déjà montés dans la voiture n'avaient rien de cent fois de mètres furent parcourus par l'omnibus qui allait de gauche et de droite, montant sur les tas de sa

l'absence de son passage, découvrent sa retraite et l'achèvent en l'étranglant et en lui broyant la poitrine avec les pieds et les genoux.

Cela fait, ils le dépouillèrent de sa montre et de sa chaîne et le jetèrent.

Le mortuairiste accablé sans que ni les parents ni les domestiques, ni les voisins eussent entendu aucun bruit, le matin, seulement, à sept heures, nous l'avons dit, le cadavre était découvert par les employés venant à leur travail.

L'enquête aussitôt ouverte amena bientôt l'arrestation des trois individus qui sont aujourd'hui sur les bancs de la cour d'assises.

Ce sont les nommés Massard (Jean), vingt-trois ans; Mattet (Claude), vingt-deux ans, et Sévère (Henri), vingt-deux ans. Tous les trois sont des gens sans aveu, repris de justice et malfaiteurs de profession.

Les charges les plus graves ont été relevées contre eux.

Aucun d'eux ne put expliquer l'emploi de son temps pendant la nuit du crime. Une femme qui tient un comptoir dans le voisinage les a vus rôder autour de l'usine Granger, entre onze heures et minuit, et disparaître près de la porte d'entrée, qu'ils ont dû escalader.

L'audience d'avant-hier soir et celle d'hier matin ont été complètement remplies par l'attention des témoins. Ceux-ci sont au nombre de quarante-quatre.

Les accusés se contentent de tout nier, même les charges paraissant les plus évidentes; ils reconnaissent complaisamment être des voleurs, mais ils se défendent d'opérer jusqu'à l'assassinat.

Les témoignages sont accablants pour eux.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE

Séance du 2 décembre

Le Conseil a continué la discussion du budget départemental.

Sur le rapport de M. Frère, un crédit de 11,750 fr. est inscrit pour l'entretien de bourses départementales dans les lycées de Paris et au collège Rollin.

Sur le rapport de M. Navarre, six bourses pour l'entretien d'élèves sages-femmes sont accordées par le préfet de la Seine aux postulantes ayant subi avec succès les épreuves de l'examen d'aptitude.

M. G. Berry, chargé de présenter un rapport sur une pétition de Mme Hubertine Auclercq, invite le Conseil à émettre un vœu en faveur de l'émancipation politique des femmes, conclut à ce qu'il soit passé à l'ordre du jour.

M. Gattiaux, est d'avis qu'il faut commencer par donner à la femme une éducation qui lui permette d'exercer un jour le droit de vote, droit qui lui appartient incontestablement.

M. Michelin combat les conclusions du rapport et se déclare favorable à l'émancipation civile et politique de la femme.

Par 37 voix contre 11, le Conseil adopte l'ordre du jour.

Une proposition de M. Weber, tendant à faire participer les femmes commerçantes aux élections des juges consulaires, est renvoyée à la commission compétente.

Sur le rapport de M. Decroix, le Conseil émet un vœu tendant à réduire le prix d'affranchissement des lettres à 10 centimes par 15 grammes, et celui des cartes postales à 5 centimes.

M. Cernisson dépose prochainement son rapport relatif à l'exécution du chemin de fer d'Anteuil à Boulogne.

La prochaine séance est fixée à vendredi.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 2 décembre

Le Conseil adopte une proposition de M. Levraud, invitant la quatrième commission, d'accord avec l'administration, à présenter, avant la fin de l'année, le règlement d'un concours pour la composition d'une grammaire élémentaire à l'usage des écoles primaires de la Ville.

Sur le rapport de M. Chassaing, un crédit de 335,000 francs est voté pour les frais nécessaires par les élections complémentaires du 13 décembre. Le rapporteur estime que le dépouillement sera terminé dans la soirée du même jour.

M. Jacques fait voter une subvention de 50,000 fr. pour les fêtes de l'industrie et du commerce parisiens; cette somme sera remise au trésorier du Comité de direction de ces fêtes.

Le Conseil discute le rapport de M. Cernisson, relatif à la durée de la journée de travail, à l'application des prix de série, au marchandage, etc.

Le rapporteur conclut à limiter la journée à 8 heures et la semaine à 52 heures, y compris la matinée du dimanche pour tous les travaux exécutés sur les chantiers de la Ville. Le rapporteur propose, en outre, d'appliquer strictement le prix de série aux salaires.

Feuilleton de la Patrie

DU 4 DÉCEMBRE

CRITIQUE LITTÉRAIRE

Le *Cœur*, par Félicien Champsaur, 1 vol. Hachette, éditeur. — *A travers la vie* (poésies), par Francis Pittié, 1 vol. Alphonse Lemerre.

Dans le monde du journalisme, M. Félicien Champsaur s'est fait vite une place, d'ailleurs bien occupée.

Tres original, très-artiste, ayant des audaces qui prennent leur source dans des convictions, c'est avant tout un sinistre.

C'est en plus un étrange, qui résume en lui les qualités et les défauts de ce qu'on est convenu d'appeler de nos jours : le modernisme.

On sait que dans cette école, le plus réel talent s'affirme en même temps qu'une sorte de détraquement qui fait de ses représentants des déséquilibrés susceptibles des plus merveilleux effets de littérature et des plus regrettables effets de penseurs.

Le contraste est frappant chez M. Champsaur.

Sans chercher en deçà de ce livre *Le Cœur*, on trouve là tous les raffinements de l'art d'écrire, les expériences du métier et la science autant que l'amour des conquêtes de la langue française.

Mais on y rencontre aussi l'exagération des vulgarités réalistes qui amoindrissent précisément la valeur artistique des œuvres dont elles sont, non pas, comme le supposent les écrivains qui les emploient, le complément obligé, mais bien les tâches fâcheuses; et on y remarque, chose plus grave, le désordre d'idées et le manque de méthode qu'entraîne

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance qui est fixée à vendredi.

CAUSERIE AGRICOLE

La situation. — Maintien des bas cours. — Etat de la récolte, son évaluation d'après le Bulletin annuel de la maison Barthélemy Estienne de Marseille, et la statistique du ministère de l'Agriculture. — Comparaison avec les quatre dernières années.

— Les ensemencements de l'automne. — Intempéries et ravageurs. — Récolte betteravière. — Sucreries et distilleries; réformes et améliorations nécessaires. — Nouvelle division descriptions pour les concours régionaux. 6 au lieu de 12.

— Programme du prochain concours du Palais de l'Industrie. — Innovations.

Nos prévisions se réalisent malheureusement, car les cours des blés, tout en s'étant à peu près maintenus, ne se sont pas relevés et restent bien au-dessous de ce qu'il faudrait pour donner un bénéfice au producteur dans les conditions générales de la culture; ainsi se trouvent également justifiées les affirmations de ceux qui, comme nous, ont toujours dit que le droit de douane de 3 francs voté par le Parlement serait absolument sans effet sur les cours. Grâce aux tergiversations calculées qui ont précédé cette mesure, les importateurs ont eu le temps de grossir le stock de blés étrangers; en même temps, tous les cultivateurs dont les besoins d'argent n'étaient pas trop impérieux, avaient gardé des grains dans l'espoir de les mieux vendre plus tard; les importations, légèrement ralenties, ont continué, tout cela joint à une bonne récolte moyenne comme quantité, excellente comme qualité, n'était pas de nature à faire la hausse un peu trop escomptée par les optimistes.

Depuis longtemps déjà, la subvention annuelle de la maison Barthélemy Estienne, de Marseille, avait établi la situation réelle de la récolte de 1885, très bonne dans trois départements : le Calvados, le Finistère et la Manche; bonne dans quatre autres, assez bonne dans vingt-six, médiocre dans quatorze, mauvaise seulement dans quatre : généralement, ce travail, appuyé sur des documents vrais, est très près de la vérité; le ministère de l'Agriculture a également publié, d'après les rapports des préfets, un état approximatif des récoltes, qui concorde bien avec le document précédent.

La récolte du blé, en 1885, serait de 110 millions 277,405 hectolitres obtenus sur 6,969,062 hectares, soit, par hectare, un rendement de 15 hectolitres 87. On avait récolté, en 1884, 114,230,977 hectolitres sur 7,052,221 hectares; en 1883, 103 millions 753,426 hectolitres sur 6,903,821 hectares; en 1882, 122,153,524 hectolitres sur 6,907,792 hectares; et en 1881, 98 millions 810,350 hectolitres sur 6,959,114 hectares. Comme on le voit, les surfaces ensemencées varient peu, et les rendements n'ont pas un bien gros écart; le résultat désastreux de l'année 1885 pour les engraisures et les éleveurs, en raison du prix de vente des animaux gras sur les marchés, n'encombrera pas à augmenter encore les surfaces enherbées et converties en pâturages permanents. On avait cru voir là le remède à la dépréciation de la viande arrive à son tour; mais, curieux phénomène, elle ne se produit qu'au détriment des producteurs, mais tout au profit des intermédiaires, et nullement à l'avantage des consommateurs.

Cette situation peu rassurante n'est pas près de se modifier; notre législation douanière est encore mauvaise et nullement en rapport avec les nécessités de la position, ainsi qu'avec les agissements de nos voisins; mais surtout notre déplorable gouvernement, la gestion de nos finances, nos énormes impôts, l'incertitude de l'avenir, voilà ce qui pèse sur nous, paralyse tout, et nous met dans un état marqué d'infériorité dans la lutte à soutenir contre la concurrence de pays mieux partagés, parce qu'ils ont su et savent être plus sages.

En attendant, l'agriculteur courbé sur la glèbe trace toujours son sillon! Les ensemencements de blés se sont faits dans d'assez bonnes conditions, malgré les très mauvais temps du mois d'octobre; dans les centres de culture betteravière, ces mauvais temps ont encore accentué le retard déjà rendu sensible par l'époque plus tardive à laquelle il avait

fallu commencer les arrachages, et beaucoup de blés après betteraves ont été ensemencés fort tard. Dans quelques endroits, il a fallu s'arrêter; on fera des céréales de Mars, ou peut-être encore pourra-t-on semer l'excellent blé de Saint-Laud, qui se prête aux semences les plus tardives, et donne un rendement très remarquable. Dans quelques départements, le fœna ou corbeau, comme on l'appelle vulgairement, cause des dommages sensibles à ces ensemencements tardifs, et il n'y a malheureusement pas d'autre moyen connu de les écarter que la surveillance constante et les coups de fusil. Ces pillards au noir manteau font payer si cher les quelques services rendus par la destruction des larves de certains insectes, qu'ils justifient l'exaspération des agriculteurs et tous les moyens de destruction qu'ils savent, du reste, parfaitement déjouer.

Les pluies des mois de septembre et d'octobre ont amené dans les cultures de betteraves des transformations inattendues; le poids de la récolte s'en est ressenti et a augmenté dans des proportions importantes sans que la richesse en sucre ait eu à subir une diminution trop sensible; le rendement est en général moyen. La culture des betteraves riches a donné des résultats satisfaisants, et les sucreries abonnées dans les conditions de la nouvelle loi vont certainement réaliser des bénéfices importants.

Il n'en sera pas de même des distilleries qui, plus intéressantes encore, puisqu'elles sont plus encore une industrie essentiellement agricole, n'ont rien vu faire, au contraire, pour améliorer leur position.

Les alcools restent à un cours très bas, grâce à la fraude organisée par la législation des bouilleurs de cru, grâce aussi à l'entrée en franchise des maïs étrangers qu'on se procure couramment au prix de 11 fr. le quintal, coût, fret, assurance! Il y a beaucoup à faire pour la nouvelle législation, si tant est qu'elle prenne jamais la peine de s'occuper des affaires vitales du pays, au lieu de s'immobiliser dans les niaiseries ou les malhonnêtetés politiques, qui seules ont le don de passionner les incapables de la majorité. Il faudrait de toute nécessité, mettre des droits de douane sur les maïs, supprimer le privilège des bouilleurs de cru, autoriser le vinage à prix réduit, enfin étudier et décréter pour la distillerie, un régime identique à celui qui a été établi en faveur de la sucrerie.

Il est à craindre que, loin de s'occuper de tout cela, on ne fasse, ce qui est une augmentation de l'impôt déjà énorme qui frappe les alcools; il faut des ressources pour payer les criminelles folies, les gaspillages, pour ne pas dire plus encore de nos gouvernants et l'alcool est le cœur de nos gouvernants. Le résultat de visé depuis longtemps. Le résultat de cette mesure serait de frapper au cœur la distillerie et par contre-coup direct l'agriculture.

Malgré le semblant de réveil des élections à 4 octobre dernier, nous commençons à croire que les yeux ne s'ouvriront, enfin que le jour où la machine financière, économique et politique, absolument détraquée, souillée, s'arrêtera net brisée, et tout en signalant le péril, tout en protestant, nous nous attendons à tout.

Avant d'être rendu à la vie privée, l'ancien député de la Manche, ministre de l'Agriculture, M. Hervé Mangon, s'est cru obligé de bouleverser l'organisation des concours régionaux.

Au lieu de douze circonscriptions, nous n'en aurons plus que six. Nous croyons que cette mesure sera bien loin d'augmenter l'importance et souvent les différences de culture et productives sont trop grandes, et forcément des anciennes divisions, dans le sens des anciennes divisions; le reste de la nouvelle circonscription s'abstient, et le seul effet de la mesure sera d'avoir en fait augmenté de moitié la période d'évolution des concours.

Par exemple, dans la première circonscription, qu'y a-t-il de commun entre l'Oise, Seine-et-Oise et les Ardennes, les Vosges, Meurthe-et-Moselle, Meuse? Si nous trouvons d'une opportunité douteuse cette nouvelle réglementation, nous ne pouvons qu'approuver dans son ensemble le programme du prochain concours du Palais de l'Industrie, qui aura lieu du 15 février au 4 mars. A la division des animaux reproducteurs mâles des espèces bovine, ovine et porcine, est ajoutée une classe spéciale pour les vaches laitières, et des prix en argent sont substitués aux médailles d'or, d'ar-

gent et de bronze qui étaient autrefois données seules; tous les prix seront accompagnés d'une médaille de bronze. Cette disposition est également étendue au concours des animaux gras, pour lequel sont supprimées les médailles d'or et d'argent.

En fait, tout en durant sans interruption du 15 février au 4 mars, le concours est scindé en deux parties; la première, du 15 février au 22 inclusivement, comprend les animaux reproducteurs: les vaches laitières et les volailles des 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e divisions: dindons, oies, canards, pigeons, lapins, léporides; la seconde comprend les animaux gras et les volailles de la 1^{re} division: coqs, poules et pintades du 23 février au 4 mars. Les déclarations des exposants doivent parvenir au ministère de l'Agriculture avant le 1^{er} janvier 1886.

Le reproche que nous adresserons au nouveau programme — et il est sévère — c'est d'attribuer aux animaux reproducteurs des prix d'une valeur moindre que ceux des animaux gras. C'est une faiblesse anormale, sur laquelle il faudra nécessairement revenir.

UN AGRICULTEUR PRATICIEN.

Questions financières ET COMMERCIALES

LE CANAL DE PANAMA. — On connaît la lettre adressée, le 4 mai dernier, par M. Ferdinand de Lesseps au ministre de l'Intérieur en vue d'obtenir, pour la Compagnie du canal de Panama, l'autorisation d'émettre des obligations à lots jusqu'à concurrence de 600 millions de francs.

Cette lettre était jusqu'à présent demeurée sans réponse, plusieurs personnes, porteurs de titres de la Compagnie du canal Interocéanique, ont en l'idée d'adresser aux députés une demande destinée à réclamer une solution.

Voici le texte de la pétition dont il s'agit: « A M. le président et à MM. les membres de la Chambre des députés

Messieurs,

M. Ferdinand de Lesseps, président de la Compagnie du canal Interocéanique de Panama, a sollicité du gouvernement de la République française l'autorisation d'emprunter les sommes qui lui sont nécessaires pour terminer son œuvre au moyen d'une émission de valeurs à lots.

Les souscripteurs, porteurs d'actions ou d'obligations de cette Compagnie, absolument convaincus qu'une pareille mesure contribuerait puissamment à l'exécution rapide de cette grande entreprise, vous prient, messieurs, en considération des intérêts engagés et de l'importance de l'œuvre, de vouloir bien décider que cette autorisation sera accordée à M. Ferdinand de Lesseps.

« Vos très respectueux serviteurs. » (Suivent les signatures.)

Cette pétition a été communiquée par l'un de ses auteurs à M. Ferdinand de Lesseps, qui lui a fait aussitôt la réponse suivante: « Paris, le 24 novembre 1885.

Monsieur,

Vous avez bien voulu me communiquer une pétition qui vient d'être adressée à la Chambre des députés par un grand nombre de porteurs d'actions et d'obligations de la Compagnie du Canal de Panama, habitant l'arrondissement de Nyons.

Cet acte d'initiative de la part de nos associés m'est très précieux, et je vous prie de leur en adresser mes remerciements.

Il est un témoignage nouveau de leur confiance dans l'avenir de l'entreprise. Il a bien la signification que vous indiquez. Veuillez agréer, etc.

« FERDINAND DE LESSEPS. »

Puisque nous parlons du Canal de Panama, disons que le cube de déblais réalisé pendant le dernier mois d'octobre atteint, pour les principaux chantiers installés dans l'isthme, un total de 715,000 mètres soit une augmentation de 13,000 mètres cubes sur le rendement d'août et de 107,000 mètres sur celui de septembre.

AVIS ET COMMUNICATIONS

STÉRILITÉ. Grâce aux heureuses découvertes, vertes scientifiques du Dr de Lajartre, plus d'unions infécondes que là où il n'est pas désiré d'enfants. Brochure, 5 fr. chez l'auteur, 16, rue de Vienne, Paris (près St-Augustin).

Pâte à Nafé La plus agréable et la plus efficace des Pâtes Pectorales contre Rhumes, Bronchites, etc. — Chez tous les Pharmaciens.

chaque fois qu'en ce qui nous concerne, nous avons trouvé, ici ou là, le talent, personne n'a mis le veto sur l'article où nous les constatons, d'où qu'il vint.

C'est donc en toute liberté que nous pouvons glaner les vers bien frappés par le général-poète, et la moisson, certes, est féconde et abondante.

Francis Pittié a mis qu'un mot de trop dans son livre, c'est lorsqu'il l'appelle « son testament poétique ».

Des poésies dernières cela, allons donc!

La vie intellectuelle débordée des pages et des lignes du volume qui sera, nous l'espérons bien, suivi de plusieurs autres.

En attendant, nous allons emprunter à ce recueil d'un idéaliste de la grande école ce qui nous a le plus particulièrement frappé.

La préface d'abord, nous offre ce morceau de choix un peu mélancolique, peut-être, mais de la plus réelle modestie: « Quelque jugement qu'on porte sur mon œuvre, on y pourra constater, du début à la fin, pendant une période de plus de trente années, la recherche ou la poursuite obstinée de l'idéal.

La réussite est moindre que l'effort, j'en conviens, et mes vers sont inférieurs à mes sentiments. Ce petit recueil, la foule le dédaignera, sans nul doute, mais mes os seront consolés si quelques amis — connus ou inconnus — éprouvent, à lire les vers qui le composent, une heure ou deux d'émotion reconfortante. »

Nous sommes de ces amis-là et nous avons été reconforté par cette dignité d'âme et d'esprit qui est l'essence même du talent du général. Hésitant, non sceptique, dans les questions de foi, M. Francis Pittié n'est point tombé dans le travers du moment, et même il a des accents émus lorsqu'il aborde cette grande question de l'inconnu divin, tranchée si brutalement par l'athéisme.

Il y a un vrai courage d'honnête homme lorsqu'on compte des amis dans le milieu politique où a vécu tant d'années le général, à écrire la touchante et harmonieuse pièce d'où nous extrayons ce qui suit:

« Certes, si je pouvais — impossible miracle! — Des prodiges du ciel faisais mon seul spectacle, Voudrais-je, pleurant, me rallier en moi Ce flambeau merveilleux qu'on appelle la Foi.

Cette inspiration de jeunesse du poète déjà troublé personnellement dans ses croyances, puisqu'il dit dans la même pièce:

« Certes, si je pouvais — impossible miracle! — Des prodiges du ciel faisais mon seul spectacle, Voudrais-je, pleurant, me rallier en moi Ce flambeau merveilleux qu'on appelle la Foi.

Cette inspiration de jeunesse touchante, l'ami de M. Jules Grévy ne l'a pas dissimulée. Elle commence le recueil comme une attestation de la noble indépendance d'un viril esprit dont, plus tard, le patriotisme exaltera les brillantes facultés, comme dans ce sonnet, par exemple, de fier et magistrale allure:

« Ils ne l'ont pas conquise, ô Metz, ils l'ont volée. Sur les puissants talus des antiques remparts,

GRANDS MAGASINS DU LOUVRE PARIS

LE MOIS DES ÉTRENNES

A PARTIR DE Lundi 7 Décembre

EXPOSITION DES JOUETS

Livres, Objets de fantaisie Petits Meubles et Emplettes du Jour de l'An

Grande Mise en vente, à tous les Comptoirs, des SOLDES et OCCASIONS, ainsi que des dernières affaires en SOIERIES, LAINAGES, BONNETERIE, etc.

Les COUPES et les COUPONS de la saison d'hiver seront vendus à des prix très réduits.

Pour 10 francs par mois, la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, livre immédiatement les 28 volumes in-8 de l'Histoire de France et de l'Histoire de la Révolution française de MICHELET.

Cette édition, la seule de format dit de bibliothèque, est illustrée de gravures sur bois d'après les dessins de Vierge.

BUFFON. — Œuvres complètes, précédées d'une Introduction de 432 pages sur Buffon et sur les Progrès des Sciences naturelles depuis son époque, par L.-L. DE LAMUSAN, et suivies de la Correspondance générale de Buffon. — 160 planches gravées sur acier et colorées à la main et 8 portraits sur acier. 14 tomes vol. gr. in-8. Prix: 200 fr., payables 40 fr. par mois. — Librairie A. PILON, A. LE VASSEUR, successeur, 33, rue de Fleury, Paris.

Menu du Jour

Potage à la purée de tomates Merlans frits Colbert Pommes nature Gilet de pré-salé avec flageolets Bouchées à la Victoria Poultarde de la Bresse Salade Mâches, celeri, betterave Petits pois à la française Gâteaux mouslinés Bombes moka

CHAMPAGNE: GEORGE GOULET

MAISONS RECOMMANDÉES

Jarro Arquebuisier, 81, rue Lafayette.

Au Paradis des Enfants 156, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 105, avenue Malakoff.

Reynaud, chemisier (Spec. flanelle du pin Sylvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse Deuil. — 2, rue Tronchet.

Belvaux. Porcelaines. 18, rue Royale.

Thonet frères Meubles bois courbé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois Grand dépôt porcelaines. 21, rue Drouot.

EUCHARISTIE

A MA SŒUR

Quand l'âge aura mûri ton esprit enfantin, Du monde ingrat et dur sondant le noir sein, Tu ne sauras que l'âme est un être divin.

A tes doutes, ma sœur, tu répondras toi-même. Et qu'adoras le bon Dieu te protège! Aujourd'hui, Et si plus juste et plus sage, ton seul appui, Ne t'inquiète pas des jours qui sont à naître. Pousse par le bon Dieu de ta main ton navire, Au delà du visible, au delà du réel.

L'éternel Prométhée escadé le ciel? Hélas! mais ce Titan, brisé de chute en chute, Après mille ans d'assauts et d'efforts superflus, Ce géant foudroyé, ma sœur, en saillie plus Que le petit enfant qui, d'une voix sincère, Murmure en son berceau: Je crois en Dieu le Père!

« Va donc, indifférent aux rumeurs d'ici-bas; Dans les sentiers du ciel marche d'un ferme pas; Exalte le divin mystère de l'hostie; Porte par ces seuls mots: *Baptême, Eucharistie*, Courbe-toi, courbe-toi sous le joug adoré De la règle immuable et du pacte sacré. O beau lit virginal! amour pur! âme limpide! Hors des banals sentiers une étoile te guide. Un immortel flambeau brûle au-dessus de toi: Ce flambeau, cette étoile, ô ma sœur, c'est la foi! La foi des premiers ans et non pas ce « Peut-être » Qui fronde les secrets d'un sauveur et d'un maître; Ce sentiment naïf qui monte chaque soir Dans le ciel constellé comme un feu d'encensoir, Et qui fait que l'enfant, à travers la nuit sombre, Croit voir distinctement l'œil flamboyant de Dieu Collé sur les vitraux de la rosace en feu.

Cette inspiration de jeunesse du poète déjà troublé personnellement dans ses croyances, puisqu'il dit dans la même pièce:

« Certes, si je pouvais — impossible miracle! — Des prodiges du ciel faisais mon seul spectacle, Voudrais-je, pleurant, me rallier en moi Ce flambeau merveilleux qu'on appelle la Foi.

Cette inspiration de jeunesse touchante, l'ami de M. Jules Grévy ne l'a pas dissimulée. Elle commence le recueil comme une attestation de la noble indépendance d'un viril esprit dont, plus tard, le patriotisme exaltera les brillantes facultés, comme dans ce sonnet, par exemple, de fier et magistrale allure:

« Ils ne l'ont pas conquise, ô Metz, ils l'ont volée. Sur les puissants talus des antiques remparts,

On tu pleurais, saignante et les cheveux épars, Le suffrage du monde, ô Metz, t'a consolée.

O vierge illustre, en proie aux fureurs du Germain! Les vaincus, le l'atteste, auront leur lendemain: Les fils de Bonaparte et les fils de l'endemain.

Reconquerront la terre où dorment leurs aïeux; Français doit vaincre Hermann, et Jeanne la Lorraine D'allégresse et d'orgueil tressaillera dans les cieux.

Le général familier de la République ne renie rien de son passé de soldat; sans sympathie pour les personnes, il a l'admiration des grands faits accomplis, et c'est de 1855-1856, cette remarquable inspiration:

« O France magnanime à 2 mânes des héros! De quel novel éclat brillent tes destins! Tes jeunes légions dignes de leurs aïeux, Des chantiers de Toulon ébranlés les échos.

Le monde, sous le poids du sommeil engourdi, Au bruit inattendu des canons de Sinope, Tressaillant; et la France, ôti et cœur de l'Europe, Loin démenté du coup avait bondi.

Oh! comme il dut trembler sur son trône de glace, Le czar, maître hautain et par l'erreur servi, Quand les bronzes du port d'ennemi à l'envi, Tonnerrent le signal du départ dans l'espace!

Ah! s'il a pressenti les arrêts contenus Dans ces tonitruaux voix de l'acier ou du bronze, Jours de miluit cent sept et de mil huit cent onze, Comme il a dû vous croire en ce jour revenus!

Partout, dans son livre, le général Pittié se montre éloquent et fidèle. Fidèle à la gloire des souvenirs d'autrefois, fidèle à ses admirations d'hier, lorsqu'il s'adresse à Gambetta, fidèle à ses amis d'aujourd'hui, dont son recueil de poésies pourrait bien faire des ennemis de demain.

Quiconque mettra le talent, le patriotisme et l'honnêteté au-dessus de l'esprit de parti et des mesquineries, des rancunes politiques, reconnaîtra dans l'auteur de *A travers la vie*, un de ces hommes de cœur qui, sans souci des attaques ni des erreurs de l'opinion, mettent en pratique un adage souvent émis, rarement appliqué: « Fais ce que dois, advienne que pourra. »

Hippolyte FOURNIER

LES GRANDS MAGASINS DU Printemps

ont l'h

Il est question, à l'Opéra, de faire chanter le rôle de Valentine des *Huguenots* à Mme Devéria.

M. Ritt et Gaillard s'apprêtent à faire à cette occasion une reprise solennelle du chef-d'œuvre de Meyerbeer.

La millième représentation de la *Mas-cotte* aura lieu lundi prochain 7 décembre. La direction des Bouffes-Parisiens, d'accord avec M. Audran, s'apprête à fêter cette solennité.

Une vraie fête pour les musiciens mondains est annoncée.

La Société des gens du monde qui, sous la direction de M. Fauré, se réunit pour faire de l'excellente musique d'ensemble vocale, va exécuter le plus en renom, avec la charmante et si fine Mme Saly-Stern comme interprète de la principale partie féminine.

M. Salvayre est en ce moment à Toulouse, retenu dans sa famille par une grave maladie de sa mère.

G. DORANT.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 3 DÉCEMBRE

(1 heure 15 soir.)

HUILE DE COLZA. — Calme.	
Dispon. 59 .. à 58 75	4 prem. 60 50 à 60 75
Courant. 59 .. à 58 75	4 mars. 61 50 à 62 ..
Janvier. 59 50 à 59 75	
HUILE DE LIN. — Calme.	
Dispon. 55 75 à ..	4 prem. 54 50 à 54 55
Courant. 55 75 à ..	4 mars. 55 .. à ..
Janvier. 55 50 à ..	
SPRITUEUX. — Calme.	
Dispon. 48 .. à ..	4 prem. 49 25 à 49 50
Courant. 48 .. à ..	4 mai. 50 25 à ..
Janvier. 48 40 à 48 75	
Stock. 8,500 pipes	
Circulation. 500 ..	
SUCRES. — Calme.	
Dispon. 48 25 à ..	4 prem. 47 75 à ..
Courant. 48 75 à ..	4 mars. 48 25 à ..
Janvier. 47 .. à 47 12	
Sucres bruts 88 ..	39 25 à 40 50
— raffinés. 44 .. à ..	40 50
— raffinés. 44 .. à ..	40 50
FARINES DOUZE-MARQUES. — Calme.	
Dispon. 47 50 à ..	4 prem. 48 50 à ..
Courant. 47 50 à ..	4 mars. 49 50 à ..
Janvier. 47 50 à ..	
Marque de Corbeil. 150 kil. toile à rendre. 49	
Farine de consommation. 150 kil. bruis. 41 50	
BLÉS. — Calmes.	
Courant. 21 25 à ..	4 prem. 22 .. à 22 25
Janvier. 21 50 à 21 65	4 mars. 22 75 à 23 ..
SEIGLES. — Calmes.	
Courant. 13 75 à ..	4 prem. 14 25 à 14 50
Janvier. 14 .. à ..	4 mars. 14 75 à 15 ..
AVOINES. — Calmes.	
Courant. 17 10 à 17 75	4 prem. 17 75 à 18 ..
Janvier. 17 75 à ..	4 mars. 18 25 à 18 50

COTE OFFICIELLE du 2 DÉCEMBRE

(Cinq heures du soir)

Mout-Marques (150 kilos) ..	47 25 à 47 50
— dégoûtée ..	50 25 à ..
— en tonnes ..	51 25 à ..
— dégoûtée ..	52 25 à ..
— en tonnes ..	53 25 à ..
— disponible en dis. ..	54 25 à ..
— en tonnes ..	55 25 à ..
Frais hors Paris ..	61 .. à ..
Bruts Plata ..	45 75 à ..
Bruts en branches ..	45 75 à ..
90 degrés Phœcolite (nus) ..	47 75 à ..
Brut, les 88 degrés ..	39 25 à 39 50
— les 90 degrés ..	40 .. à ..
Blanc type n° 3 ..	40 .. à ..
Raffiné bonne sorte ..	40 50 à ..
— belle sorte ..	41 .. à ..
Certificat de sortie ..	50 .. à ..
Melasse de fabrique ..	18 .. à ..
— de raffinerie ..	18 .. à ..
Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 21 au 28 nov. 47 71	

FARINES DOUZE-MARQUES

Nous cotons à 12 h. 14 :	
Livraison Décembre ..	47 25 à 47 50
— Janvier ..	47 75 à 48 ..
— 4 premiers mois ..	48 25 à 48 50
— 4 de mars ..	48 25 à 49 50
Nous cotons à 2 heures :	
Livraison Décembre ..	47 25 à 47 50
— Janvier ..	47 75 à 48 ..

— Janvier-février ..	48 .. à ..
— 4 premiers mois ..	48 25 à 48 50
— 4 de mars ..	49 25 à 49 50
Nous cotons à 5 heures :	
Livraison Décembre ..	47 25 à 47 50
— Janvier ..	47 75 à 48 ..
— 4 premiers mois ..	48 25 à 48 50
— 4 de mars ..	49 25 à 49 50

MARCHÉ DE LA VILLETTE

du jeudi 3 décembre 1885

Cours	Amusés	Vendus	1 ^{re} Qualité	2 ^e Qualité	3 ^e Qualité	Prix extrêmes.
Bœufs ..	1.998	1.874	1 62	1 48	1 24	1 13 à 1 66
Vaches ..	495	490	1 54	1 40	1 14	1 04 à 1 58
Taureaux ..	123	123	1 21	1 14	1 08	0 98 à 1 30
Veaux ..	1.059	948	1 90	1 70	1 50	1 30 à 2 10
Moutons ..	49.110	47.250	1 64	1 44	1 28	1 16 à 1 72
Porcs ..	3.816	3.816	1 32	1 25	1 22	1 14 à 1 38
Peaux de mouton en laines 3 50 à 6 ..						
— demi-laines 1 75 à 3 25						

ACTUELLEMENT

LA PATRIE

OFFRE EN

PRIMES GRATUITES

A TOUS SES ABONNÉS :

L'UNIVERS ILLUSTRÉ

Frais d'expédition : PARIS, un an, 10 fr. 50, six mois, 5 fr. 25; trois mois, 2 fr. 75. DÉPARTEMENTS, un an, 13 fr.; six mois, 6 fr. 50; trois mois, 3 fr. 25.

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

A tous ses abonnés d'un an :

LES BEAUX-ARTS ILLUSTRÉS

Etudes et articles divers sur les Beaux-Arts et les Artistes.

Un très beau volume in-folio, richement relié, comprenant plus de 200 gravures.

Peinture, Sculpture, Architecture, etc.

Frais d'expédition : 5 francs

LES

MÉMOIRES COMPLETS & AUTHENTIQUES

DU

DUC DE SAINT-SIMON

(LIBRAIRIE HACHETTE, 13 volumes).

Frais d'expédition : 4 francs

LES OEUVRES

DE

FRANÇOIS COPPÉE

5 volumes (Librairie Lemerre)

Frais d'expédition : 3 francs.

HUIT VOLUMES

de la Librairie CALMANN LÉVY

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de six mois :

UN JOLI ENCRIER

FAIENCE ARTISTIQUE

représentant une feuille de papier coupé, avec inscription reproduisant le titre et la manchette du journal *la Patrie*.

Frais d'expédition : 3 francs.

QUATRE VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy,

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

A ses abonnés de trois mois :

DEUX VOLUMES

de la Librairie Calmann-Lévy

Frais d'expédition : 30 centimes par volume

Ces Primes ne seront expédiées qu'aux abonnés nouveaux et à ceux qui renouvelleront leur abonnement.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 1^{er} décembre 1885

NARDOT, blanchisseur, rue d'Aguesseau, 115, à Boulogne.

Juge-commissaire, M. Savoy.

Syndic provisoire, M. Menaut, 51, boulevard St-Michel.

WELL, marchand de toiles, r. d'Angoulême, 16.

Juge-commissaire, M. Bresson.

Syndic provisoire, M. Ozé, 2, rue Christine.

POUSSIERE, marchand boucher, rue Blanche, 75, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. Hugot.

Syndic provisoire, M. Ozé, déjà nommé.

ROHDE, commissionnaire en marchandises, rue de Paradis, 49.

Juge-commissaire, M. Meunier.

Syndic provisoire, M. Barbour, 9, boulevard Sébastopol.

Rod BANDY, commissionnaire en marchandises, rue Martel, 5 bis, à Paris, actuellement Léonievski per. maison Rauser, à Moscou.

Juge-commissaire, M. Raffard.

Syndic provisoire, M. Planque, 9, rue Bertin-Poirée.

VOISSE et C^e, changeurs, pérystyle de Valois, 184 (Palais-Royal).

Juge-commissaire, M. Hugot.

Syndic provisoire, M. Menaut, déjà nommé.

DÉCÈS

du 1^{er} décembre 1885

Premier arrondissement. — M. Laurent, 31, rue Turbigo, 9. — Mme Vve Rose, 73 ans, rue Montorgueil, 15.

Deuxième arrondissement. — M. Gardiol, 26, rue Saint-Denis, 277. — M. Magen, 63 ans, rue Marie-Stuart, 13.

Troisième arrondissement. — Mme Fumeo, 35 ans, rue des Archives, 84. — M. Joudheuil, 88 ans, rue Sévigné, 44. — M. Catlin, 61 ans, rue du Verbois, 4.

Quatrième arrondissement. — M. Girault, 19, rue du Vigier, 10. — M. Vallon, 43 ans, rue du Temple, 42. — M. Thibault, 54 ans, rue d'Alger, 20. — Mme Vve Weil, 86 ans, r. Beauregard, 23. — M. Valot, 54 ans, quai des Célestins, 54.

Cinquième arrondissement. — M. Coulon, 68 ans, rue Saint-Jacques, 161. — Mlle Dapuy, 15 ans, r. Maître-Albert, 3.

Sixième arrondissement. — M. Loyse, 33 ans, rue de Sévres, 13. — M. Rigaud, 88 ans, rue de Seine, 34. — M. Boulard, 50 ans, rue d'Assas, 87. — M. Deschamps, 37 ans, rue Notre-Dame-des-Champs, 12.

Septième arrondissement. — M. Cénif, 48 ans, rue Oudinot, 19. — M. de Fouchier, 24 ans, rue des Saint-Pères, 74. — M. Carnus, 48 ans, rue Saint-Dominique, 23. — Mme Vve Jaley, 56 ans, av. de Breteuil, 61. — M. Le Pileur, 69 ans, av. Breteuil, 62.

Nouveau arrondissement. — Mlle Rougier, 54 ans, av. Trudaine, 2. — M. Klemptor, 45 ans, rue Caumartin, 52. — M. Delia, 89 ans, rue Lafayette, 61. — M. Briant, 45 ans, rue Fontaine, 9. — M. Louis, 54 ans, rue Muebeuge, 53.

Dixième arrondissement. — Mme Bertrand, 47 ans, rue St-Saint-Denis, 43. — M. Jouan, 55, r. bd Magenta, 90.

Onzième arrondissement. — M. Perrotti, 37 ans, bd Richard-Lenoir, 25. — Mme Leroy, 68 ans, imp. Saint-Bernard, 9. — Mme Binot, 67 ans, rue Saint-Bernard, 2. — M. Leclair, 33 ans, rue St-Saint-Antoine, 119.

Douzième arrondissement. — M. Dehay, 63 ans, rue de Charbonnet, 129. — M. Chevalier, 77 ans, rue Picpus, 20. — Mme Poignot, 77 ans, rue Moreau, 18.

Treizième arrondissement. — Mme Vve Malin, 59 ans, av. des Gobelins, 30.

Quatorzième arrondissement. — Mme Chappard, 62 ans, rue Desca, 18. — Mme Vve Boudier, 79 ans, rue Didot, 30.

Quinzième arrondissement. — Mme Vve Che-deau, 67 ans, bd Grenelle, 128.

Sixième arrondissement. — Mlle Moynot, 11, rue Desbordes-Valmore, 24.

Dix-septième arrondissement. — Mme Gouët, 23 ans, rue de Courcelles, 176. — Mme Evard, 74 ans, rue des Dames, 100. — M. Melcot, 34, imp. Jacquemont, 3.

Dix-huitième arrondissement. — Mlle Maleary, 68 ans, av. de Clichy, 19. — M. Georges, 32 ans, bd Ornano, 65. — Mme Smadja, 33 ans, rue des Martyrs, 85. — M. Riche, 54 ans, rue Myrha, 79. — Mme Vve Bion, 80 ans, rue Laghouat, 6. — M. Muiol, 48 ans, rue Saint-Rustique, 6.

Dix-neuvième arrondissement. — M. Treton, 41 ans, rue d'Alger, 146.

Vingtième arrondissement. — Mlle Daronne, 81 ans, rue Saint-Blaise, 83. — Mme Chancin, 85 ans, rue Ménilmontant, 24. — M. Rat, 65 ans, rue Rigoles, 18. — M. Begnaud, 63 ans, rue des Cendriers, 27.

SPECTACLES

du 3 Décembre

OPÉRA, 8 h. 1/2. — Relâche.

FRANÇAIS, 8 h. 1/2. — L'Idée de la Saint-Marlin. — Antoinette Rigaud.

OPÉRA-COMIQUE, 7 h. 1/2. — Lalla-Roukh. — Le Barbier de Séville.

ODÉON, 8 h. 1/4. — Les Jacobites.

GYMNASE, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.

PORTE-SAINT-MARTIN, 7 h. 3/4. — Théodora.

PALAIS-ROYAL, 7 h. 1/4. — La Cagnotte.

VAUDEVILLE, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.

VARIÉTÉS, 8 h. 1/4. — Les Polins de Paris.

NOUVEAUX, 8 h. 1/4. — La Crémallière.

CHATELET, 8 h. — Coco-Félix.

FOLIES-DRAMATIQUES, 8 h. 1/2. — La Fauvette du Temple.

RENAISSANCE, 8 h. 1/2. — Relâche.

GAITÉ, 7 h. 1/2. — Le Petit Poucet.

BOUFFES-PARISIENS, 8 h. 1/4. — La Mascotte.

MENUS-PLAISIRS, 8 h. 1/2. — L'Homme de Paille. — Les Trois Epiciers.

AMBIGU, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.

NATIONS, 8 h. 1/2. — Notre-Dame-de-Paris.

CLUNY, 8 h. 1/2. — Mon Oncle!

DÉJAZET, 8 h. 1/2. — Régine.

CHATEAU-D'EAU, 8 h. 1/2. — La 1002^e Nuit.

BEAUMARCHAIS, 8 h. 1/2. — L'Assiette au Beurre.

EDEN-THÉÂTRE, rue Aubert, près l'Opéra. — 9 h. 1/2. — Speranza.

HIPPODROME. — Clôture annuelle. — Réouverture au printemps.

CIRQUE D'HIVER. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Exercices équestres.

CIRQUE FERNANDO. — Tous les soirs à 8 h. 1/2. Spectacle varié.

FOLIES-BERGERE, 8 h. 1/2. — Tous les soirs, Divertissements, Fantômes, Gymnastes.

ELDORADO, boulevard de Strasbourg, 3h. — Concert varié.

MUSÉE GRÉVIN (boulevard Montmartre). — Ouvert tous les jours de 11 heures à 11 heures du soir; dimanches et fêtes de 11 heures du matin à 11 heures du soir.

EDEN-MUSÉE, 17, boulevard de Strasbourg. — Spectacle-concert. — Figures de cire.

PANORAMA DE LA PRISE DE LA BASTILLE. — Au pont d'Anstertiz.

PANORAMA. — Constantinople, vue prise de la Corne d'Or (Champs-Élysées, côté gauche).

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

BANQUE D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME

au Capital de 65 Millions

Place Vendôme.

COMPTES DE CHÈQUES :

A vue

A 20 jours de préavis

COMPTES DE DÉPÔTS ET BONS DE CAISSE :

Remboursables à 6 mois

— à 1 an

— à 2 ans

La Banque reçoit gratuitement des dépôts, des titres de toute nature; elle encaisse les coupons, sur tous pays; elle délivre des chèques et des lettres de crédit.

Elle se charge de l'exécution des ordres de Bourse, au comptant, et de l'encaissement d'effets et de factures;

Elle fournit à ses clients et correspondants des renseignements sur toutes les valeurs;

Elle reçoit, sans frais, les demandes de souscription.

La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

Ventes et Achats de Fonds

Fonds Tailleur d'écuyer (santé) gde ville Havant. Loyer 1,000 f. Bail à volonté. Bel appartement. Aft. 70,000. Net 12,000. Prix 16,000. Labat, 1, r. Bailly.

PHARMACIE gde ville Centre, créée en 1844 par le docteur L. 1,000 f. 60 ans. Belle installation. Bénéf. net 5,500 f. Prix 15,000. Labat, 1, r. Bailly.

Jolie Épicerie, détail, centre ville, 22,000 àmes (Nord, littoral Océan). Loy. 1,500 f. Bail, 12 ans. Existe 40 ans. Aff. 40,000 f. Net 5,000 f. Prix matériel clientèle choisie, 12,000 f. — Labat, 1, r. Bailly.

A vendre par gde imp. VILLA de construction récente (Midi) magnifique le av. tourelles.

24 ch. de maître. Vastes écuries, remises, terrasses, serre, jardin anglais. Eau vive. Belle vue. Px 75,000 f. Occasion. Pressé. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

A vendre (Midi) ap. fortune, g^e Exploitation de Carrières à plat, belle usine, 4 fours, force eau pout. 400 tonnes p^r jour. Bénéf. net 80,000 f. Beau château et dépend. Px 350,000 f. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

A vendre (Midi) ap. fortune, g^e Exploitation de Carrières à plat, belle usine, 4 fours, force eau pout. 400 tonnes p^r jour. Bénéf. net 80,000 f. Beau château et dépend. Px 350,000 f. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

A vendre (Midi) ap. fortune, g^e Exploitation de Carrières à plat, belle usine, 4 fours, force eau pout. 400 tonnes p^r jour. Bénéf. net 80,000 f. Beau château et dépend. Px 350,000 f. Agence de l'Industrie, 82, rue d'Hauteville.

A vendre (Midi) ap. fortune, g^e Exploitation de Carrières à plat, belle usine, 4 fours, force eau p